



L'HUMANITÉ DOIT TRIOMPHER

DÉFENDRE LES DROITS ET LUTTER CONTRE LA RÉPRESSION
PENDANT LA COUPE DU MONDE DE LA FIFA 2026

AMNESTY
INTERNATIONAL



Amnesty International est un mouvement rassemblant 10 millions de personnes qui fait appel à l'humanité en chacun et chacune de nous et milite pour que nous puissions toutes et tous jouir de nos droits humains. Notre vision est celle d'un monde dans lequel les dirigeants et dirigeantes tiennent leurs promesses, respectent le droit international et sont tenus de rendre des comptes. Indépendante de tout gouvernement, de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute religion, Amnesty International est essentiellement financée par ses membres et des dons de particuliers. Nous avons la conviction qu'agir avec solidarité et compassion aux côtés de personnes du monde entier peut rendre nos sociétés meilleures.

© Amnesty International 2026

Sauf mention contraire, le contenu de ce document est sous licence Creative Commons (Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International).

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations sur notre site :

www.amnesty.org/fr.

Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.

L'édition originale en langue anglaise de ce document a été publiée en 2020

par Amnesty International Ltd, Peter Benenson House,

1 Easton Street,

Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.

Index AI : IOR 10/0837/2026 FRENCH

Version originale : anglais

amnesty.org/fr



Photo de couverture : Une étudiante à l'université place une bougie près d'une réplique du trophée de la Coupe du monde de la FIFA décorée de photos de personnes disparues, lors d'une intervention artistique avec le collectif « Lumière et Espoir » à Guadalajara, au Mexique, le 21 novembre 2025.

© Ulises Ruiz/Getty Images

AMNESTY
INTERNATIONAL



SOMMAIRE

SYNTHÈSE	4
APPLICATION ABUSIVE DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'IMMIGRATION ET CONTRÔLE DISCRIMINATOIRE DES FRONTIÈRES	5
DROIT À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DE RÉUNION PACIFIQUE	6
DISCRIMINATION CONTRE LES SUPPORTERS ET PERSONNES LGBTQI+	7
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	7

SYNTHÈSE

Le 11 juin 2026, la Coupe du monde de la FIFA la plus grande et la plus lucrative à ce jour s'ouvrira au stade Azteca, à Mexico, pour se clôturer ensuite six semaines et 104 matchs plus tard, au stade MetLife, dans le New Jersey, aux États-Unis. Des millions de fans se rendront au Canada, au Mexique et aux États-Unis, et des milliards d'autres personnes partout dans le monde regarderont le tournoi à la télévision. La FIFA devrait engranger 11 milliards de dollars des États-Unis grâce à ce spectacle.

Pour des millions de supporters, la Coupe du monde représente quelque chose de particulier : un moment extraordinaire de joie partagée, une occasion de voyager, même par écran interposé, pour soutenir leur équipe nationale, et une célébration mondiale du sport le plus suivi au monde. La FIFA a elle-même promis un tournoi pendant lequel tout le monde « se sentira en sécurité, inclus et libre d'exercer ses droits ». Cette promesse a rarement été plus indispensable, et elle risque fort d'être rompue.

La Coupe du Monde 2026 de la FIFA est organisée dans un contexte de grave crise des droits humains, qui entraîne des risques et des conséquences pour les fans, les joueurs, les journalistes, les travailleurs et travailleuses et les populations locales. Les États-Unis, où se tiendront les trois quarts des matchs de la Coupe du monde, sont le théâtre d'une « crise des droits humains » et de pratiques autoritaires caractéristiques et récurrentes. Des agents armés enfoncent des portes, arrêtent des enfants et ont expulsé des centaines de milliers de personnes. Des groupes de fans LGBTQI+ ont déclaré qu'il était dangereux que leur présence soit visible, et des supporters de quatre pays qualifiés sont interdits d'entrée sur le territoire des États-Unis. Au Mexique, les autorités ont mobilisé 100 000 membres du personnel de sécurité, dont des militaires, en réponse aux niveaux élevés de violence, tandis qu'un mouvement de femmes, de mères, cherchant à obtenir vérité, justice et réparations pour les 133 500 personnes disparues du pays prévoit une manifestation pacifique devant le stade Azteca à Mexico pour le match d'ouverture. Au Canada, l'expérience des Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et la crise du logement de plus en plus grave ont soulevé des craintes que des personnes sans abri soient déplacées. Déjà, un refuge accueillant des personnes sans abri pendant l'hiver à Toronto a été fermé un mois plus tôt que d'ordinaire car le bâtiment avait été réservé par la FIFA dans le cadre de l'accord d'organisation conclu avec la ville.

Partout, la situation est grave. Bien que Donald Trump ait obtenu le Prix FIFA pour la paix nouvellement créé en décembre 2025, son gouvernement a activement cherché à démanteler et priver de fonds les systèmes internationaux de coopération existants, s'est rendu responsable d'un acte d'agression au Venezuela, a mené des frappes aériennes constituant des exécutions extrajudiciaires en Amérique latine et a lancé, conjointement

avec Israël, des attaques de grande ampleur contre l'Iran, tuant des civil-e-s et mettant en doute la participation du pays au tournoi.

APPLICATION ABUSIVE DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'IMMIGRATION ET CONTRÔLE DISCRIMINATOIRE DES FRONTIÈRES

La plus grave menace pesant tant sur les personnes se rendant aux États-Unis depuis l'étranger que sur celles vivant dans le pays et prenant part à la Coupe du monde est sans doute le système d'application violente, discriminatoire et meurtrière des politiques d'immigration et de détentions de masse aux États-Unis. Le Service de contrôle de l'immigration et des douanes des États-Unis (ICE), le Service des douanes et de la protection des frontières (CBP) et d'autres agences ont été transformées pour faire de leurs activités une opération de style paramilitaire, dans le cadre de laquelle des agents fédéraux masqués et armés enfoncent des portes et pénètrent dans des logements sans mandat et arrêtent arbitrairement, placent en détention, soumettent à des violences et tuent des membres de diverses populations partout aux États-Unis. Quelque 43 personnes sont mortes dans des centres de détention de l'ICE entre janvier 2025 et le 18 mars 2026, et des agents ont eu recours à une force meurtrière pendant des opérations et en réponse à des manifestations pacifiques, ce qui a notamment mené aux homicides illégaux de Renée Good, Keith Porter, Ruben Ray Martinez, Silverio Villegas González et Alex Pretti.

L'ampleur des arrestations, détentions et expulsions menées par les services de l'immigration a été énorme. Le nombre d'arrestations et d'expulsions illégales n'a été rendu possible que par l'érosion des garanties d'une procédure régulière. D'après l'analyse de données gouvernementales menée par le *New York Times*, l'ICE et le CBP ont expulsé plus de 500 000 personnes en 2025, dont 230 000 personnes arrêtées dans le pays et 270 000 à la frontière. Cela représente plus de six fois le nombre de personnes qui assisteront à la finale de la Coupe du monde au stade MetLife, dans le New Jersey. Les arrestations menées dans les rues par l'ICE ont été multipliées par 11 et le nombre d'enfants en détention entre les mains de l'ICE a été multiplié par six. Au 19 mars 2026, le nombre d'accords 287(g) conclus entre l'ICE et des agences locales et étatiques d'application des lois, y compris dans des villes accueillant la Coupe du monde comme Dallas, Houston et Miami, s'élevait à 1 544. Ces accords autorisent les forces de l'ordre locales à exercer des fonctions de contrôle de l'immigration et permettent l'utilisation des établissements pénitentiaires locaux à des fins de détention liée à l'immigration. Amnesty International a également recueilli des informations sur les conditions de détention de personnes migrantes dans le centre de détention de Krome Nord et le centre de détention des Everglades (également connu sous le nom d'« Alligator Alcatraz »), qui se trouvent respectivement à 32 et 80 kilomètres du siège de la FIFA à Miami. L'organisation a conclu que ces conditions de détention constituaient un traitement cruel, inhumain et dégradant et s'apparentaient parfois à des actes de torture.

Bien que le football soit l'un des sports les plus populaires parmi de nombreuses populations immigrées aux États-Unis, et malgré le fait que des millions de supporters s'apprêtent à se rendre aux États-Unis depuis le monde entier, ni la FIFA ni les autorités étasuniennes n'ont fourni de garanties de protection contre le profilage ethnique et racial, les descentes aveugles et les détentions et expulsions illégales. Aucun des projets de plans relatifs aux droits humains présentés à ce jour par les villes hôtes aux États-Unis n'évoque de mesures de protection face à ces menaces. En effet, le directeur par intérim de l'ICE a déclaré au Congrès que l'agence serait « un élément clé de l'appareil de sécurité global pour la Coupe du monde ». Le risque n'est pas théorique : lors de la Coupe du monde des clubs de la FIFA 2025, Human Rights Watch a constaté qu'un supporter avait été arrêté pour une infraction civile mineure avant d'être remis à l'ICE, puis expulsé.

Amnesty International a dénoncé les conséquences dévastatrices des politiques du gouvernement actuel à la frontière entre les États-Unis et le Mexique où, du fait de l'impossibilité désormais d'y demander l'asile et des coupes budgétaires, des milliers de personnes se trouvent dans une situation d'incertitude et vivent dans des conditions dangereuses. Au Canada, un projet de loi actuellement étudié par le Parlement restreindrait encore davantage le droit de demander l'asile, tandis que l'Entente sur les pays tiers sûrs conclue avec les États-Unis permet de refouler des personnes à la frontière entre les deux pays et de les renvoyer aux États-Unis, où elles risquent d'être victimes de discrimination, d'être arrêtées et de ne bénéficier d'une assistance juridique que limitée.

Les fans pourraient également être victimes de discrimination aux frontières. Parmi les 39 pays faisant l'objet de sévères interdictions d'entrée sur le territoire imposées par le gouvernement des États-Unis, quatre se sont qualifiés pour la Coupe du monde. Ainsi, peu de supporters de Côte d'Ivoire, d'Haïti, d'Iran et du Sénégal pourront se rendre aux États-Unis pour soutenir leur équipe. D'autres supporters s'exposent à une surveillance intrusive, puisque des politiques ont été proposées en vue de forcer les touristes et les personnes migrantes présentant des demandes liées à l'immigration, notamment d'asile, à mettre leurs réseaux sociaux à disposition à des fins de vérification et de recherche de contenus « anti-américains ».

DROIT À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DE RÉUNION PACIFIQUE

Compte tenu de leur ampleur et de leur impact, les Coupes du monde sont souvent au cœur de critiques et de manifestations publiques. Pourtant, en dépit de ses propres politiques en matière de droits humains, la FIFA restreint le droit à la liberté d'expression tant des fans que des joueur-euse-s, notamment par son « Code de conduite au stade » applicable aux supporters, qui interdit les messages et symboles « politiques », ainsi que par son « Code disciplinaire » applicable aux joueur-euse-s et aux responsables.

Le gouvernement étasunien a considérablement intensifié ses attaques contre les journalistes et les organes médiatiques qu'il considère comme critiques de ses politiques. Au moins un journaliste, Mario Guevara, a été expulsé après avoir travaillé sur des opérations et descentes de l'ICE. Les journalistes au Mexique continuent de faire face à de graves menaces. Le pays est considéré par le Comité pour la protection des journalistes comme le plus dangereux pour la presse dans l'hémisphère occidental, sept journalistes ayant été tués en 2025 en représailles pour leur travail.

Des restrictions ont également été imposées au droit à la liberté de réunion pacifique dans les trois pays hôtes. Le gouvernement des États-Unis a pris pour cible des étudiant-e-s étrangers manifestant contre le génocide actuellement perpétré par le gouvernement d'Israël à Gaza, ainsi que des personnes qui manifestaient ou surveillaient des opérations agressives d'application de la politique d'immigration. Ainsi, les visas de 8 000 étudiant-e-s ont été révoqués en 2025 pour « interventions des forces de l'ordre pour actes délictuels », l'analyse de l'évaluation des visas étant assistée par des systèmes de surveillance de masse alimentés par l'intelligence artificielle. L'armée a été déployée à des fins de maintien de l'ordre dans plusieurs villes des États-Unis, notamment à Los Angeles, ville hôte de la Coupe du monde, où le président Donald Trump a placé sous le commandement fédéral et déployé environ 4 000 membres de la Garde nationale californienne en juin 2025, jusqu'à ce qu'une décision de justice mette fin à ce déploiement en décembre 2025.

Au Canada, une vague de manifestations contre le génocide à Gaza s'est également élevée, et des manifestations pacifiques de grande ampleur et des campements de manifestant-e-s étudiants ont notamment été dispersés ou évacués de manière injustifiée par la police. Des zones d'interdiction de manifestations ont été instaurées dans certaines villes, notamment à Toronto, restreignant les manifestations à proximité des écoles, établissements de soins et bâtiments religieux, mais toutefois pas à proximité des lieux où se tiendra le tournoi.

Plusieurs manifestations liées à la Coupe du monde ont été organisées au Mexique pour des revendications liées à l'accès à la terre, à l'eau et au logement et dénoncer la gentrification, tandis que des femmes recherchant des proches continuent de demander vérité, justice et réparations pour leurs proches disparus. À Guadalajara, ville hôte de la compétition, les autorités ont menacé d'expulser les personnes recherchant des personnes disparues qui manifestent sur le « rond-point des disparu-e-s », alors qu'à Monterrey, la police a essayé d'arrêter des femmes recherchant des proches alors qu'elles affichaient des banderoles sur un pont. Au total, 100 000 membres du personnel de sécurité seront mobilisés pour assurer la sécurité pendant le tournoi, dont 20 000 militaires. L'armée continue d'être impliquée dans un vaste éventail d'atteintes aux droits humains, notamment des exécutions extrajudiciaires. La Cour interaméricaine des droits de l'homme a jugé que le recours à la force militaire par le Mexique à des fins de sécurité publique devait être exceptionnel, temporaire et soumis à un contrôle civil strict.

DISCRIMINATION CONTRE LES SUPPORTERS ET PERSONNES LGBTQI+

En dépit de la promesse initiale d'une Coupe du monde 2026 inclusive à laquelle s'étaient engagés les organisateurs, ainsi que des engagements de certaines villes hôtes, les supporters et joueurs LGBTQI+ font face à des risques de discrimination auxquels il est indispensable de remédier. Si la FIFA s'est clairement engagée à lutter contre la discrimination, elle aurait toutefois, d'après certaines informations, annulé des communications contre la discrimination qui étaient prévues dans le cadre de la Coupe du monde des clubs de la FIFA en 2025.

L'offensive menée par le gouvernement actuel des États-Unis contre les droits des personnes LGBTQI+, particulièrement les personnes transgenres et de genre variant, a poussé le principal groupe de supporters LGBTQI+ d'Angleterre et un réseau de groupes de supporters LGBTQI+ européen à déclarer qu'ils ne rendront pas leur présence visible lors des matchs aux États-Unis. Le président Donald Trump a signé des décrets visant à « exclure les hommes du sport féminin » et à « rétablir la vérité biologique ». Des programmes gouvernementaux protégeant les personnes LGBTQI+ ou offrant des soins ont été supprimés, et certains pays ont averti leurs ressortissant-e-s qu'il était possible que l'entrée sur le territoire des États-Unis leur soit refusée à la frontière si leur identité de genre apparaissant sur leur passeport était différente du sexe qui leur a été attribué à la naissance ou si la mention « X » apparaissait. Les jeunes personnes transgenres continuent par ailleurs de subir une discrimination au Canada, tandis que le Mexique est considéré comme le deuxième pays le plus dangereux du monde pour les personnes transgenres, avec 59 transfémicides recensés en 2024.

Dans le football, les chants homophobes restent un problème récurrent pendant les matchs des équipes nationales mexicaine, étasunienne et canadienne, ce qui a entraîné des suspensions de matchs et des sanctions de la FIFA contre la Fédération mexicaine de football.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

À quelques semaines du coup d'envoi, la déclaration de la FIFA selon laquelle « le football unit le monde » contraste vivement avec les pratiques clivantes et répressives des gouvernements accueillant son tournoi phare. Cette Coupe du monde est bien loin du tournoi « à risque modéré » que la FIFA estimait qu'il serait et des mesures urgentes sont nécessaires pour combler le gouffre entre la promesse initiale du tournoi et la réalité actuelle.

Il est encore temps d'éviter que la Coupe du monde 2026 soit un théâtre de répression et un espace d'application de pratiques autoritaires. Les gouvernements hôtes doivent respecter leurs obligations au regard du droit international relatif aux droits humains, et la FIFA, les fédérations nationales de football et les sponsors sont clairement tenus de respecter les droits humains et d'user de leur grande influence pour protéger les supporters, les joueurs, les journalistes, les travailleurs et travailleuses et les populations locales. C'est à ces personnes, et non pas aux gouvernements, à la FIFA ou aux sponsors, qu'appartient le football, et leurs droits doivent être placés au cœur de ce tournoi.

Ainsi, la FIFA, les gouvernements nationaux et les villes hôtes doivent :

- Garantir les droits aux libertés d'expression et de réunion pacifique au sein des lieux où se tiendra la Coupe du monde et en dehors de ceux-ci dans tous les pays hôtes, en évitant de recourir aux forces armées pour le maintien de l'ordre civil et en protégeant les médias et les défenseur-e-s des droits humains.
- Mettre fin aux descentes aveugles, au profilage ethnique, aux arrestations arbitraires, aux détentions de masse et aux expulsions illégales aux États-Unis, et fournir des garanties publiques que les événements, lieux d'organisation et rassemblements liés à la Coupe du monde ne seront pas pris pour cible par les services de l'immigration.

- Lever les interdictions discriminatoires d'entrer sur le territoire des États-Unis, notamment pour les pays dont les équipes se sont qualifiées pour le tournoi, et abandonner les propositions de vérification des comptes de réseaux sociaux.
- Prendre des mesures efficaces pour protéger les supporters et personnes LGBTQI+ de la discrimination, du harcèlement et des violences, notamment grâce à des campagnes de lutte contre la discrimination et une utilisation adaptée du protocole de lutte contre la discrimination de la FIFA lors des matchs, pendant le tournoi et après celui-ci.
- Faire en sorte que les villes hôtes publient des plans relatifs aux droits humains à jour et renforcés fournissant une protection complète aux supporters, aux joueurs, aux journalistes, aux travailleurs et travailleuses et aux populations locales.

Les associations nationales de football, en tant que membres de la FIFA et bénéficiaires financiers engrangeant des millions de dollars grâce au tournoi, ont également des responsabilités et doivent défendre les droits humains et les supporters qui suivront leur équipe nationale. Les sponsors doivent également user de leur influence auprès de la FIFA pour veiller à ce qu'elle respecte ses responsabilités relatives aux droits humains.

**AMNESTY INTERNATIONAL
EST UN MOUVEMENT
MONDIAL DE DÉFENSE DES
DROITS HUMAINS.
LORSQU'UNE INJUSTICE
TOUCHE UNE PERSONNE,
NOUS SOMMES TOUS ET
TOUTES CONCERNÉ·E·S.**

NOUS CONTACTER



info@amnesty.org



+44 (0) 20 7413 5500

PRENDRE PART À LA CONVERSATION



www.facebook.com/AmnestyGlobal



[@Amnesty](https://twitter.com/Amnesty)

L'HUMANITÉ DOIT TRIOMPHER.

DÉFENDRE LES DROITS ET LUTTER CONTRE LA RÉPRESSION PENDANT LA COUPE DU MONDE DE LA FIFA 2026

Le 11 juin 2026 s'ouvrira la Coupe du monde la plus grande et la plus lucrative à ce jour. Des millions de fans se rendront au Canada, au Mexique et aux États-Unis, et des milliards d'autres personnes regarderont le tournoi chez elles. La FIFA a promis un tournoi pendant lequel tout le monde « se sentira en sécurité, inclus et libre d'exercer ses droits ». Cette promesse a rarement été plus indispensable, et elle risque fort d'être rompue.

La Coupe du Monde 2026 de la FIFA est organisée dans un contexte de grave crise des droits humains, qui entraîne des risques et des conséquences pour les fans, les joueurs, les journalistes, les travailleurs et travailleuses et les populations locales. Les États-Unis, où se tiendront le plus de matchs, sont le théâtre d'une crise des droits humains s'inscrivant dans un contexte de pratiques autoritaires généralisées. Le Mexique a mobilisé 100 000 membres du personnel de sécurité, dont des militaires, en réponse aux niveaux élevés de violence. Au Canada, l'héritage des Jeux olympiques de Vancouver et la crise du logement de plus en plus grave ont alimenté des craintes que des personnes sans abri soient de nouveau repoussées en marge.

À quelques semaines du coup d'envoi, la déclaration de la FIFA selon laquelle « le football unit le monde » contraste vivement avec les pratiques clivantes et répressives des gouvernements accueillant son tournoi phare. Il est encore temps d'éviter que la Coupe du monde 2026 soit un théâtre de répression et un espace d'application de pratiques autoritaires. Les gouvernements hôtes doivent respecter leurs obligations au regard du droit international relatif aux droits humains, et la FIFA, les fédérations nationales de football et les sponsors sont clairement tenus de respecter les droits humains et d'user de leur grande influence pour protéger les supporters, les joueurs, les journalistes, les travailleurs et travailleuses et les populations locales.